



*Liberté • Égalité • Fraternité*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE**

**PREFECTURE**

**Direction des Collectivités Locales,  
de l'Utilité Publique et de l'Environnement  
Bureau des Installations et Travaux Réglementés  
pour la Protection des Milieux**

Marseille, le **12 NOV. 2015**

Dossier suivi par : Mme MEZIANI

Tél. : 04.84.35.42.66

**n°2015-378 MED**

**ARRÊTE DE MISE EN DEMEURE**

**A l'encontre de la société TOTAL RAFFINAGE FRANCE S.A.S  
pour sa Raffinerie de Provence à Châteauneuf-les-Martigues**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE-D'AZUR,  
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ SUD,  
PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE,**

**Vu** le code de l'environnement, notamment son article L.171-8,

**Vu** l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement, et notamment son article 8 et le point 3 de son annexe I,

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2012-511 CE du 8 février 2013 autorisant la société TOTAL RAFFINAGE FRANCE S.A.S à exploiter la Raffinerie de Provence,

**Vu** la visite d'inspection le 1er septembre 2015, réalisée au sein de la Raffinerie de Provence,

**Vu** les observations de l'exploitant adressées par courrier en date du 25 septembre 2015, complétées par courriel en date du 21 octobre 2015, relatives à ses réponses aux écarts formulés lors de la visite,

**Vu** les conclusions et les fiches d'écart de la visite du 1er septembre 2015, adressées à l'exploitant le 2 novembre 2015,

**Vu** le rapport de la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 23 octobre 2015,

**Vu** l'avis du Sous-Préfet d'Istres en date du 10 novembre 2015,

.../...

**Considérant** que l'inspection des installations classées a constaté, à l'occasion de la visite d'inspection du 1<sup>er</sup> septembre 2015, que l'exploitant ne respecte pas complètement la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de certains équipements susceptibles d'être à l'origine d'un accident majeur,

**Considérant** dès lors que la société Total Raffinage France ne respecte pas les dispositions de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014, en particulier les dispositions de l'article 8 et du point 3 de son annexe I,

**Considérant** que les équipements de l'unité d'alkylation contiennent ou contiendront à terme l'inventaire d'acide fluorhydrique de l'unité, en particulier les équipements suivants : le ballon D302, la ligne du ballon D302 vers le réservoir H27 et le réservoir H27,

**Considérant** en conséquence les enjeux en termes de sécurité vis-à-vis de la prévention d'un accident majeur,

**Considérant** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société TOTAL RAFFINAGE FRANCE S.A.S de respecter les prescriptions dispositions de l'article 8 et des dispositions du point 3 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement,

**Sur proposition** du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches du Rhône,

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

La Société TOTAL RAFFINAGE FRANCE S.A.S dont le siège social est situé au 2, place Jean Millier, La Défense 6, 92400 Courbevoie, est mise en demeure, pour la raffinerie de Provence située à Châteauneuf-les-Martigues, de respecter les dispositions de l'article 8 et du point 3 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 26/05/2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement, en particulier :

- en respectant la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état des équipements suivants : le ballon D302 et la ligne du ballon D302 vers le réservoir H27, exploités au sein de l'unité alkylation ;
- en assurant la traçabilité des résultats de ces contrôles.

### **Article 2 :**

Les dispositions de l'article 1 du présent arrêté sont à respecter au plus tard au 15 décembre 2015.

### Article 3 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu à l'article 2, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

### Article 4 :

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Marseille, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

### Article 5 :

Le présent arrêté sera notifié à la société TOTAL RAFFINAGE FRANCE S.A.S et publié au recueil des actes administratifs du département.

Une copie en sera adressée à :

- le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- le Sous-Préfet d'Istres,
- le Maire de la commune de Châteauneuf-les-Martigues,
- le Maire de la commune de Martigues,
- la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
- le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer (Service Environnement),
- le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,

Et sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le

**11 2 NOV. 2015**

Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général  
  
David COSTE